

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 582

[99/29025]

**21 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française, tel que modifié par les arrêtés royaux des 17 février 1976 et 24 mars 1978 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 avril 1995 et 25 mars 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 1996 portant création du Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, tel que modifié le 18 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 28 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 28 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 25 juin 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 décembre 1998;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. Le titre de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est modifié comme suit :

« TITRE II. — Mesures d'incitation à la diffusion de films belges d'expression française

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Art. 19. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention à la diffusion et une prime à la qualité peuvent être octroyées aux producteurs et aux distributeurs de films belges d'expression française moyennant respect des conditions fixées à l'article 20.

§ 2. Ne donnant pas lieu à l'octroi des subventions :

1° les films publicitaires, c'est-à-dire ceux qui ont pour objet une publicité manifeste en faveur d'un produit, d'un service, d'une marque ou d'une firme commerciale et industrielle;

2° les films commandés par les pouvoirs publics ou les organismes visés par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954, à l'exception des films dont la distribution commerciale est laissée au producteur;

3° les films d'actualités.

Art. 20. Pour être admis au bénéfice des subventions, les producteurs doivent remplir les conditions suivantes :

1° faire parvenir au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel une déclaration de mise en chantier relative au film pour lequel les subventions sont demandées et portant mention de l'espèce du film, de son métrage présumé, du scénario, du devis du film ainsi que de la date du début de sa réalisation; cette déclaration doit parvenir au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel avant le début des prises de vues; après réalisation le producteur est tenu de fournir le prix de revient détaillé de son film, ainsi que les documents annexés;

2° le film doit avoir été reconnu par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel comme belge d'expression française, conformément à l'article 22;

3° les films tournés en 35 mm doivent avoir un longueur minimum de 160 mètres, sauf exception visée à l'article 23, 2°, alinéa 2; pour les formats autres que le 35 mm, les longueurs sont réduites proportionnellement aux formats employés.

Art. 21. Par année :

1° un maximum de deux épisodes d'une même série peut donner lieu à l'octroi des subventions;

2° un maximum de deux films d'un même réalisateur peut être reconnue;

3° un maximum de 5 films peut être reconnu par producteur;

4° un maximum de 10 films peut être admis par distributeur.

Art. 22. Sont reconnus comme Belges d'expression française au sens de l'article 20, 2°, les films qui répondent aux conditions suivantes :

1° avoir été réalisés en version originale française. Ils peuvent néanmoins comporter une part de dialogues en d'autres langues; cette part ne peut excéder le quart de la durée totale du film, sauf dérogation accordée par le Ministre en ce qui concerne les longs métrages ;

2° avoir bénéfice d'une aide sélective à la production émanant de la Communauté française de Belgique; en cas d'aide conjointe de la Communauté française et de la Communauté flamande, l'aide de la Communauté française doit être prépondérante;

3° au cas où il n'y a pas eu d'aide sélective, les films sont reconnus comme belges s'ils ont été coproduits conformément aux accords internationaux en vigueur ou s'ils réunissent au moins dix points attribués selon les critères suivantes :

- a) trois points sont attribués au film dont le réalisateur est Belge d'expression française;
- b) deux points sont attribués au film dont le rôle principal est tenu par un acteur belge d'expression française;
- c) deux points sont attribués au film dont le producteur délégué est Belge d'expression française;
- d) un point est attribué au film dont le scénario est une adaptation d'une œuvre écrite par un auteur se rattachant aux lettres belges de langue française;
- e) un point est attribué au film dont le scénariste est Belge d'expression française;
- f) un point est attribué au film dont le compositeur de musique est Belge d'expression française;
- g) un point est attribué au film dont le directeur de la photographie est Belge d'expression française;
- h) un point est attribué au film dont l'ingénieur du son est Belge d'expression française;
- i) un point est attribué au film dont le chef décorateur est Belge d'expression française;
- j) un point est attribué au film dont le chef monteur est Belge d'expression française;

4° 50 % au moins des émoluments et des frais remboursables payés à l'ensemble des personnes qui ont prêté une collaboration intellectuelle, artistique ou technique à la réalisation du film doivent l'être à des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

Un certificat de nationalité belge valant attestation auprès des autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne peut être délivré en application de l'article 11 de la directive du 15 octobre 1963 du Conseil de la C.E.E. et aux conditions prévues par cette directive.

CHAPITRE II. — *La subvention à la diffusion*

Art. 23. § 1^{er}. La subvention à la diffusion ne peut dépasser, en aucun cas, le coût du film.

§ 2. La subvention est fixée à un montant équivalent :

1° pour les films de long métrage, c'est-à-dire pour les films de 1 600 mètres et plus, à 35 % du montant de la recette brute répartis comme suit : 25 % au producteur, 10 % au distributeur.

Les montants sont alloués :

— au producteur sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur une nouvelle production audiovisuelle majoritaire ou minoritaire reconnue comme Belge;

— au distributeur sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur un nouveau film reconnu, à la condition que la somme reçue soit majorée de 50 % par un apport propre du distributeur.

2° pour les films de court métrage, c'est-à-dire pour des films de plus de 160 mètres, à 5 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un documentaire, à 7 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un court métrage de fiction et à 8 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un court métrage d'animation complète.

Par dérogation au 2°, s'il s'agit d'un court métrage d'animation complète, la longueur minimale est de 120 mètres.

Par recette brute, il faut entendre la recette produite par le programme dont le film fait partie.

Art. 24. § 1^{er}. En ce qui concerne les films de court métrage :

1° donne droit à la subvention, la projection d'un film reconnu comme belge d'expression française au sens de l'article 20, 2°, qui fait partie d'un programme complet projeté dans une salle cinématographique publique.

Par programme complet, il faut entendre un programme de cinéma composé d'un film de long métrage accompagné d'un court métrage.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le programme complet peut être composé de sept courts métrages au moins et de douze courts métrages au plus.

2° La subvention est plafonnée à un montant de 2,7 millions et, s'il s'agit d'une coproduction, à l'apport du coproducteur belge.

Par film, la période maximale de prise en considération pour le paiement de la subvention est de cinq années, à partir de la première sortie en distribution commerciale du film :

Le paiement de la subvention est plafonné à un montant maximum, de BEF 1 500 000 par an pour les deux premières années, et à un montant maximum de BEF 1 000 000 par an pour les trois années suivantes.

3° Pour les films de court métrage, pour lesquels un contrat de distribution a été conclu et communiqué au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française, la répartition de la subvention s'effectue selon la clé suivante : 50 % pour le producteur, 50 % pour le distributeur, sur la base d'une déclaration de créances remise au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, au nom de producteur.

En cas d'absence de contrat de distribution, la totalité de la subvention revient au producteur.

§ 2. En ce qui concerne les films de long métrage :

la subvention est accordée conformément à l'alinéa 1^{er}, § 2, de l'article 23, selon une échelle d'attribution des aides établie comme suit :

de 0 à 50 000 spectateurs, une aide de 100 % est accordée;

de 50 001 à 100 000 spectateurs, une aide de 80 % est accordée;

de 100 001 à 200 000 spectateurs, une aide de 40 % est accordée;

de 200 001 à 400 000 spectateurs, une aide de 20 % est accordée.

Au-delà de 400 000 spectateurs, une aide de 5 % est accordée.

Art. 25. § 1^{er}. Sous peine d'irrécevabilité, les demandes de subvention doivent être introduites par trimestre dans les trois mois qui suivent la fin de chaque trimestre.

Ces dispositions sont applicables aux films alors même qu'ils n'ont pas encore été soumis à la Commission du Film visée à l'article 30.

§ 2. Il appartient aux producteurs ou distributeurs d'approvisionner l'exploitant de salles en bordereaux, disponibles auprès du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, sur lesquels l'exploitant déclarera, dans les huit jours suivant la dernière projection hebdomadaire, la recette brute réalisée au cours des séances où il a projeté un film reconnu comme Belge d'expression française. Il transmettra l'original du document au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et une copie au Ministère des Finances.

L'exploitant en conservera une copie jusqu'au 31 décembre de l'année suivante et en délivrera trois autres aux producteurs ou aux distributeurs. Le producteur joindra l'une d'elle à sa demande trimestrielle qui se présentera comme un relevé, ventilé par cinéma, des recettes brutes réunies par ses films au cours du trimestre. Cette demande est datée et signée et portera la mention « certifiée sincère et véritable à la somme de... » suivie du montant total en toutes lettres.

La demande de subvention doit être établie en quatre exemplaires et être accompagnée d'un exemplaire des bordereaux. Les bordereaux doivent être datés et signés. Ils ne peuvent être raturés.

§ 3. Toute déclaration frauduleuse entraînera la déchéance de la demande pour le film qui en a fait l'objet, sans préjudice de l'application des sanctions pénales.

En outre, le Ministre peut, par décision motivée, retirer pour l'avenir le bénéfice des subventions au producteur qui aurait fait des déclarations fausses.

Avant de prendre sa décision, le Ministre notifie à l'intéressé les faits qui peuvent justifier le retrait de subventions.

Dans les quinze jours à dater de cette notification, l'intéressé peut faire parvenir au Ministre une note justificative.

Dès l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le Ministre peut prendre la décision de retrait.

Art. 26. Sont seules prises en considération pour le calcul de la subvention, les projections postérieures à la date de l'introduction de la demande de reconnaissance du film comme production belge d'expression française.

L'attribution des subventions a lieu à la fin de l'exercice budgétaire suivant.

Les projections effectuées plus de cinq ans après la première sortie en distribution commerciale du film cessent de donner lieu à l'attribution de subventions.

CHAPITRE III. — *La prime à la qualité*

Art. 27. En plus de la subvention à la diffusion visée aux articles 23 et 24, les films de court métrage reconnus comme Belge d'expression française, au sens de l'article 20, 2°, peuvent bénéficier d'une prime à la qualité.

Art. 28. § 1^{er}. Un montant annuel de BEF 4 500 000 est réservée aux primes à la qualité. Le solde éventuel est reporté sur l'exercice budgétaire suivant.

§ 2. Le nombre de films bénéficiaires est fixé par la Commission du Film en fonction du classement établi à l'issue de l'examen des productions.

§ 3. Les primes sont réparties également entre les productions retenues et leur montant est compris entre BEF 250 000 et BEF 1 000 000 selon le nombre de films bénéficiaires.

Art. 29. Les primes à la qualité sont réparties entre le(s) réalisateur(s), le producteur délégué et l'(es) auteur(s) scénariste(s) à raison de 20 % pour le(s) premier(s), de 60 % pour le second et de 20 % pour le(s) troisième(s).

CHAPITRE IV. — *La Commission du Film*

Art. 30. Il est institué une Commission du Film composée :

1° d'un président et un président suppléant, nommés parmi le personnel du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel;

2° de quatre membres effectifs et quatre membres suppléants représentant le secteur audiovisuel;

3° de trois membres effectifs et trois membres suppléants nommés au sein du personnel du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Les présidents et les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans.

Tout membre qui quitte la Commission est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Tout membre effectif qui ne peut assister à une réunion avertit lui-même son suppléant.

Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Art. 31. La Commission du Film propose son règlement d'ordre intérieur au Ministre.

Art. 32. La Commission du Film donne son avis au Ministre dans les cas prévus aux articles 20, 23, 24 et 27. Le Ministre peut, sur avis de cette commission, refuser la subvention à la diffusion pour les films qui ne possèdent pas les qualités culturelles jugées suffisantes.

Art. 33. Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel délivre au producteur du film reconnu comme belge d'expression française une lettre d'identification indiquant le titre et le numéro d'ordre du film.

Cette lettre d'identification ou un duplicata de celle-ci doit accompagner toute copie du film.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 34. Les agents désignés par le Gouvernement de la Communauté française sont habilités à vérifier les demandes introduites par les producteurs de films belges.

A cette fin, ils peuvent se faire produire toutes pièces, documents ou livres et rechercher tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission auprès des producteurs de films auprès des exploitants de salles.

Cette habilitation inclut, pour le service exerçant ce contrôle, le droit d'imposer à tout producteur belge sollicitant une subvention de produire dans les locaux du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel les pièces comptables propres à clarifier la situation en cas de litige dans le calcul du montant d'une subvention à charge de la Communauté française. La non présentation des pièces dans l'année budgétaire en cours sera considérée comme une renonciation, de la part du producteur, à la subvention sollicitée.

Art. 35. Les subventions et les primes visées aux articles 23, 24 et 27, sont alloués dans les limites des crédits budgétaires inscrits à cette fin au budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française.

Un maximum de 40 % des crédits, diminués du montant destiné aux primes à la qualité, est réservé aux subventions à la diffusion des films de long métrage.

Par exercice budgétaire, si les crédits réservés aux films de long métrage ne sont pas épuisés, le solde sera ajouté au quota destiné aux films de court métrage. Si les crédits réservés aux films de court métrage ne sont pas épuisés, le solde complétera le quota destiné aux films de court métrage sur l'exercice budgétaire suivant.

Art. 36. Tous les deux ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la Commission visée au chapitre IV présente au Ministre un rapport permettant d'évaluer l'octroi des subventions et des primes à la qualité. Ce rapport est transmis au Comité de Concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Le Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 582

[C - 99/29025]

21 DECEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 februari 1976 en 24 maart 1978 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 april 1995 en 25 maart 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 1996 houdende instelling van het Overlegcomité voor het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector, zoals gewijzigd op 18 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State van 28 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 28 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 25 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 december 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met de audiovisuele sector,

Besluit :

Artikel 1. Titel II van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt als volgt gewijzigd :

« **TITEL II. — Maatregelen ter bevordering van de vertoning van Franstalige Belgische films**

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 19. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kunnen een toelage voor de vertoning en een kwaliteitspremie toegekend worden aan de producenten en de verdelers van Franstalige Belgische films mits naleving van de voorwaarden bepaald bij artikel 20.

§ 2. Geven geen aanleiding tot toekenning van de toelagen :

1° reclamefilms, dit zijn films die duidelijk tot doel hebben reclame te maken voor een produkt, een dienst, een merk of een handels- en industriële firma;

2° films, besteld door de overheids machten of door de instellingen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, met uitzondering van de films waarvan de commerciële distributie aan de producent overgelaten is;

3° actualiteitsfilms.

Art. 20. Om toelagen te kunnen genieten, moeten de producenten de volgende voorwaarden vervullen :

1° aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector een verklaring laten geworden met betrekking tot de aanvatting van het draaien van de film waarvoor de toelagen worden gevraagd en met melding van het soort film, van zijn veronderstelde lengte, van het scenario, van de kostenraming van de film alsook van de datum vanaf welke hij geregisseerd wordt; deze verklaring moet naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector vóór de aanvang van de filmopnamen gestuurd worden; nadat de film geregisseerd is, is de producent ertoe verplicht de gedetailleerde kostprijs van zijn film mede te delen, alsook de bijgevoegde documenten;

2° de film moet door het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector als Franstalige Belgische film erkend zijn, overeenkomstig artikel 22;

3° de films in 35 mm moeten een minimumlengte van 160 meter hebben, behoudens de uitzondering bedoeld bij artikel 23, 2°, lid 2; voor de afmetingen andere dan 35 mm, zijn de lengten ingekort, evenredig met het gebruikte beeldformaat.

Art. 21. Per jaar kunnen ten hoogste :

1° voor twee afleveringen van eenzelfde serie toelagen toegekend worden;

2° twee films van eenzelfde regisseur erkend worden;

3° 5 films per producent erkend worden;

4° 10 films per verdeler aanvaard worden.

Art. 22. Worden als Franstalige Belgische films in de zin van artikel 20, 2° erkend, de films die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° geregisseerd zijn in Franstalige originele versie. Een gedeelte van de dialogen in andere talen mag er evenwel in voorkomen; de duur van dat gedeelte mag het vierde van de totale duur van de film niet overschrijden, tenzij afwijking toegestaan door de Minister wat de langspeelfilms betreft;

2° een selectieve hulp voor de productie vanwege de Franse Gemeenschap van België genoten hebben; in geval van gemeenschappelijke hulp van de Franse en de Vlaamse Gemeenschap, moet de hulp van de Franse Gemeenschap overwegend zijn;

3° in geval dat er geen selectieve hulp werd geboden, zijn de films erkend als Belgische films, indien zij gecoproduceerd werden overeenkomstig de geldende internationale akkoorden of indien zij ten minste tien punten behalen die overeenkomstig de volgende criteria toegekend worden :

- a) drie punten worden toegekend aan de film waarvan de regisseur een Franstalige Belg is;
- b) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de hoofdrol door een Franstalige Belgische acteur wordt vertolkt;
- c) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de afgevaardigde producent een Franstalige Belg is;
- d) een punt wordt toegekend aan de film waarvan het scenario een bewerking is van een werk van een auteur die ressorteert onder de Franstalige Belgische letteren;
- e) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de scenario-schrijver (-ster) een Franstalige Belg is;
- f) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de componist een Franstalige Belg is;
- g) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de directeur van de fotografie een Franstalige Belg is;
- h) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de geluidstechnicus een Franstalige Belg is;
- i) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofddecorbouwer een Franstalige Belg is;
- j) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofdcutter een Franstalige Belg is;

4° ten minste 50 % van de bezoldigingen en van de aflosbare kosten betaald aan allen die een intellectuele, artistieke of technische samenwerking hebben verleend aan het regisseren van de film moeten toekomen aan staatsburgers van de lidstaten van de Europese Unie.

Een getuigschrift van Belgische nationaliteit geldend als attest bij de bevoegde overheden van de lidstaten van de Europese Unie kan worden afgeleverd in toepassing van artikel 11 van de richtlijn van 15 oktober 1963 van de Raad van de EEG en onder de voorwaarden voorzien bij deze richtlijn.

HOOFDSTUK II. — *De toelage voor vertoning*

Art. 23. § 1. De toelage voor vertoning mag in geen geval hoger zijn dan de kosten van de film.

§ 2. De toelage wordt vastgesteld op een bedrag dat overeenstemt met :

1° voor de langspeelfilms, dit is voor de films van 1 600 meter en meer, 35 % van het bedrag van de bruto-inkomst die als volgt wordt verdeeld : 25 % aan de producent, 10 % aan de verdeler.

De bedragen worden toegekend :

— aan de producent in de vorm van een trekkingsrecht dat men doet gelden door opnieuw te investeren in een nieuwe audiovisuele, als Belgisch erkende productie waarin men de meerderheid of de minderheid heeft;

— aan de verdeler in de vorm van een trekkingsrecht dat men doet gelden door opnieuw te investeren in een nieuwe erkende film, op voorwaarde dat het ontvangen bedrag met 50 % wordt verhoogd door eigen inbreng van de verdeler.

2° voor de korte films, m.a.w. voor de films van meer dan 160 meter, 5 % van het bedrag van de bruto-inkomst wanneer het over een documentaire gaat, 7 % van het bedrag van de bruto-inkomst wanneer het een korte fictiefilm betreft en 8 % van het bedrag van de bruto-inkomst wanneer het een korte film betreft die volledig een animatiefilm is;

In afwijking van 2°, indien het een korte film betreft die volledig een animatiefilm is, is de minimale lengte 120 meter.

Onder bruto-inkomst moet worden verstaan de inkomst opgebracht door het programma waarvan de film deel uitmaakt.

Art. 24. § 1. Wat de korte films betreft :

1° geeft recht op de premie, de vertoning van een film die erkend is als Franstalige Belgische film in de zin van artikel 20, 2° en die deel uitmaakt van een volledig programma dat in een publieke bioscoop wordt afgedraaid.

Onder volledig programma dient verstaan te worden een filmprogramma bestaande uit een langspeelfilm en een korte film.

In afwijking van vorig lid kan het volledig programma uit ten minste zeven en ten hoogste twaalf korte films bestaan.

2° wordt het maximumbedrag van de toelage vastgesteld op 2,7 miljoen en, indien het een coproductie betreft, op de inbreng van de Belgische coproducent.

De maximale periode waarin elke film in aanmerking komt voor de uitbetaling van de toelage bedraagt vijf jaar, vanaf de eerste vertoning van de film in de commerciële distributie.

Het maximumbedrag van de uitbetaalde toelage wordt vastgesteld op BEF 1 500 000 BF per jaar voor de eerste twee jaren, en op BEF 1 000 000 per jaar voor de volgende drie jaren.

3° voor de korte films waarvoor een verdelingscontract werd ondertekend en medegedeeld aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, wordt de verdeling van de toelage volgens de volgende sleutel uitgevoerd : 50 % voor de producent, 50 % voor de verdeler, op basis van een verklaring van een schuldvordering die in naam van de producent aan het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector wordt overgemaakt.

Bij gebrek aan een verdelingscontract, komt de toelage in haar geheel aan de producent toe.

§ 2. Wat de langspeelfilms betreft :

wordt de toelage toegekend overeenkomstig lid 1, § 2 van artikel 23, volgens een schaal voor de toekenning van steungelden die als volgt wordt opgemaakt :

van 0 tot 50 000 toeschouwers, wordt een steun van 100 % toegekend;

van 50 001 tot 100 000 toeschouwers, wordt een steun van 80 % toegekend;

van 100 001 tot 200 000 toeschouwers, wordt een steun van 40 % toegekend;

van 200 001 tot 400 000 toeschouwers, wordt een steun van 20 % toegekend.

Boven de 400 000 toeschouwers, wordt een steun van 5 % toegekend;

Art. 25. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid moeten de toelage-aanvragen per trimester ingediend worden binnen de drie maanden die volgen op het einde van elk trimester.

Deze bepalingen zijn van toepassing op de films, zelfs wanneer zij aan de bij artikel 30 bedoelde Filmcommissie noch niet werden voorgelegd.

§ 2. Het komt de producenten of de filmverdelers toe de zaaluitbaters borderellen te bezorgen die beschikbaar zijn bij het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector, waarop de uitbater binnen de 8 dagen die volgen op de laatste wekelijkse vertoning de bruto-inkomst zal vermelden die opgebracht werd door de vertoningen tijdens welke hij een film heeft geprojecteerd die als Franstalige Belgische film werd erkend. Hij zendt het origineel document naar het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector en een afschrift ervan naar het Ministerie van Financiën.

De uitbater houdt tot 31 december van het volgend jaar een afschrift bij van het document en bezorgt er drie andere aan de producenten of de verdelers. De producent voegt een afschrift bij zijn trimestriële aanvraag in de vorm van een per bioscoop opgestelde samenvattende tabel van de bruto-inkomsten opgebracht door zijn films tijdens het trimester. Deze aanvraag is gedateerd en ondertekend en draagt de vermelding « Deugdelijk en onvergouden verklaard tot het bedrag van... » gevolgd door het totaal bedrag van de trimestriële premie in volle letters.

De toelage-aanvraag moet in viervoud opgemaakt worden en vergezeld gaan van een exemplaar van de borderellen. De borderellen moeten getekend en gedateerd zijn. Er mogen geen doorhalingen op de borderellen voorkomen.

§ 3. Elke valse verklaring zal de nietigheid van de premie-aanvraag tot gevolg hebben voor de film in kwestie, onverminderd de toepassing van de strafrechtelijke sancties.

Bovendien kan de Minister bij gemotiveerde beslissing voor de toekomst het genot van de toelage ontzeggen aan de producent die valse verklaringen afgelegd zou hebben.

Vooraleer zijn beslissing te nemen, geeft de Minister aan betrokkene kennis van de feiten die de intrekking van de toelagen kunnen verantwoorden.

Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf deze notificatie kan betrokkene aan de Minister een verantwoordingsnota laten geworden.

Zodra de termijn bedoeld bij vorig lid verstreken is, kan de Minister de beslissing tot intrekking nemen.

Art. 26. Worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage, de vertoningen die na de datum van de indiening van de aanvraag voor de erkenning van de film als Franstalige Belgische productie werden gedaan.

De toekenning van de toelagen wordt uitgevoerd op het einde van het volgende begrotingsjaar.

De vertoningen die meer dan vijf jaar na de eerste uitvoering in handelsdistributie van de film werden geprojecteerd, geven geen recht meer op de toekenning van toelagen.

HOOFDSTUK III. — *De kwaliteitspremie*

Art. 27. Naast de toelage voor de vertoning bedoeld bij de artikelen 23 en 24 kan voor de korte films erkend als Franstalige Belgische films in de zin van artikel 20, 2°, een kwaliteitspremie worden toegekend.

Art. 28. § 1. Een jaarlijks bedrag van BEF 4 500 000 wordt besteed aan de kwaliteitspremies. Het eventueel saldo wordt overgedragen naar het volgend begrotingsjaar.

§ 2. Het aantal films die deze premie ontvangen, wordt vastgesteld door de Filmcommissie volgens de rangschikking die na de beschouwing van de producties wordt opgemaakt.

§ 3. De premies worden ook verdeeld onder de in aanmerking genomen producties en hun bedrag schommelt tussen BEF 250 000 en BEF 1 000 000 volgens het aantal films die in aanmerking werden genomen.

Art. 29. De kwaliteitspremies worden verdeeld onder de regisseur(s), de afgevaardigde producent en de auteur(s) van het scenario naar rata van 20 % voor de eerstgenoemde(n), van 60 % voor de tweede en van 20 % voor de derde(n).

HOOFDSTUK IV. — *De filmcommissie*

Art. 30. Er wordt een Filmcommissie ingesteld, bestaande uit :

1° een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, benoemd onder het personeel van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector;

2° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden die de audiovisuele sector vertegenwoordigen;

3° drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden, benoemd onder het personeel van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector.

De voorzitters en de leden worden door de Regering voor een duur van vier jaar benoemd.

Ieder lid dat de Commissie verlaat, wordt vervangen binnen de drie maanden die daarop volgen. Het nieuwe lid veindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ieder werkend lid dat op een vergadering niet aanwezig kan zijn, verwittigt persoonlijk zijn plaatsvervanger.

Het Secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector.

Art. 31. De Filmcommissie legt haar huishoudelijk reglement aan de Minister voor.

Art. 32. De Filmcommissie geeft haar advies aan de Minister te kennen in de gevallen bedoeld bij de artikelen 20, 23, 24 en 27. De Minister kan, na advies van deze commissie, de toelage voor de vertoning weigeren voor de films die de als voldoende geachte culturele kwaliteiten niet bezitten.

Art. 33. Het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector bezorgt de producent van de film die erkend werd als Franstalige Belgische film een identificatiebrief met vermelding van de titel en het ordnummer van de film.

Deze identificatiebrief of een duplicaat ervan moet bij elke kopij van de film gevoegd worden.

HOOFTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 34. De ambtenaren aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap zijn gemachtigd om de aanvragen ingediend door de producenten van Belgische films te onderzoeken.

Daartoe mogen zij alle bewijsstukken, documenten of boeken laten voorleggen en alle inlichtingen opzoeken die nuttig zijn om hun opdracht te vervullen bij de producenten van films en bij de zaaluitbaters.

Deze machtiging houdt voor de dienst die deze controle uitoefent het recht in iedere Belgische producent die een toelage aanvraagt te verplichten de rekenplichtige stukken voor te leggen in de lokalen van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector die kunnen dienen om de situatie op te helderen ingeval van betwisting in de berekening van het bedrag van een toelage ten laste van de Franse Gemeenschap. Het niet-voorleggen van de stukken in het lopend begrotingsjaar zal beschouwd worden alsof de producent afziet van de aangevraagde toelage.

Art. 35. De toelagen en de premies bedoeld bij de artikelen 23, 24 en 27 worden toegekend binnen de perken van de begrotingskredieten daartoe ingeschreven op de begroting van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap.

Ten hoogste 40 % van de kredieten, verminderd met het bedrag bestemd voor de kwaliteitspremie, worden voorbehouden voor de toelagen voor de vertoning van de langspeelfilms.

Het saldo wordt per begrotingsjaar gevoegd bij het quotum bestemd voor de korte films, in geval er nog kredieten voorbehouden voor de langspeelfilms overblijven. Indien er nog kredieten voorbehouden voor de korte films overblijven gaat het saldo voor het volgend begrotingsjaar naar het quotum bestemd voor de korte films.

Art. 36. Om de twee jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, legt de Commissie bedoeld bij hoofdstuk IV aan de Minister een verslag voor dat toelaat de toekenning te schatten van de toelagen en de kwaliteitspremie. Dit verslag wordt voorgelegd aan het Overlegcomité van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 583 (98 — 2224)

[99/29030]

17 JUILLET 1998. — Décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. — Erratum

Dans le décret précité paru au *Moniteur belge* n° 165 du 28 août 1998, à la page 27710, à l'article 46, il y a lieu de lire :

— « un alinéa 5 » au lieu de « un 5° »;

— « Les représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 255. » au lieu de « 5°. Les représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 255. »

VERTALING

N. 99 — 583 (98 — 2224)

[99/29030]

17 JULI 1998. — Decreet houdende diverse maatregelen in verband met het onderwijs. — Erratum

In voornoemd decreet, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 28 augustus 1998, op pagina 27719, in artikel 46, dient gelezen te worden :

— « een lid 5 » in plaats van « een 5° »;

— « De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden kunnen zich laten bijstaan door technische adviseurs, waarvan het aantal zal worden bepaald door het reglement van interne orde zoals bedoeld in artikel 255 » in plaats van « 5°. De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden kunnen zich laten bijstaan door technische adviseurs, waarvan het aantal zal worden bepaald door het reglement van interne orde zoals bedoeld in artikel 255. »